



Suicides à la DGFIP

« C'est une situation que nous suivons, que je n'estime pas liée à des raisons ni d'organisation, ni de charge de travail, ni de management »

Eric Lombard, Ministre de l'Économie – 8 juil. 2025

Partout sur le territoire, la DGFIP est en proie à un profond malaise, et la presse nationale s'est récemment faite l'écho d'une inquiétante vague de suicides qui traverse notre administration. Après avoir évoqué le cas d'un de nos jeunes collègues qui s'est pendu sur son lieu de travail en Seine Saint-Denis, le journal Le Monde révélait le 8 juillet dernier l'ampleur inquiétante du fléau en ces termes :

« C'est le début d'une impressionnante série noire. Depuis le 1^{er} janvier, douze personnes dépendant de la direction générale des finances publiques (DGFIP) se sont suicidées à travers la France, et huit autres ont tenté de le faire, selon le comptage réalisé par cette administration du ministère de l'économie et des finances. »

Depuis, plusieurs médias ont relayé à leur tour ce même constat inquiétant, et le phénomène est loin d'épargner la DRFIP Paris où l'on dénombre depuis janvier 2 tentatives de suicides et un suicide.

Si nous ne prétendons pas que tous ces drames trouvent leur origine dans l'environnement professionnel, nous observons toutefois que des agents déjà fragilisés par des difficultés personnelles ou familiales peuvent avoir plus de mal que d'autres à supporter les réorganisations incessantes les pressions et à fortiori les pratiques managériales toxiques et déstabilisantes.

Aussi, l'empressement du Ministre de l'Économie, Eric LOMBARD, à nier toute part de responsabilité de l'administration dans ces drames, sans même attendre le moindre résultat d'enquête, est insupportable.

Dans ce contexte, et alors que nous avons alerté le Directeur Régional des Finances Publiques dès sa prise de fonction en janvier, de l'état de la souffrance au travail qui tendait à s'aggraver dangereusement et à se généraliser au sein de notre direction, Solidaires Finances Publiques Paris a adressé le 11/09/2025 une lettre ouverte M Bied Charreton, lettre ouverte que vous pouvez retrouver **sur notre site**, et en substance dans cette **Griffe**.

Solidaires Finances Publiques Paris

6 rue notre dame des victoires
75002 Paris

La Balf :

solidairesfinancespubliques.drifip75
@dgfip.finances.gouv.fr

Le site :

<https://sections.solidairesfinancespubliques.info/750/>

Facebook :

<https://www.facebook.com/SolFIPParis>

Instagram : @solfip75

Bluesky : @solfinpubliques75.bsky.social

UN CLIMAT SOCIAL DÉGRADÉ À LA DRFIP PARIS

Bilan de l'observatoire interne : un malaise patent à la DRFIP Paris

Le 15 juillet dernier, les [résultats de l'observatoire interne 2025](#) ont été publiés sur Ulysse Paris, et le moins que l'on puisse dire est qu'ils ne sont pas bons.

Tous les indicateurs de cet observatoire démontrent que la situation est plus dégradée socialement, humainement et professionnellement à Paris qu'ailleurs sur le territoire où elle n'est pourtant pas idyllique.

19 % des répondants estiment que **la DRFIP Paris évolue dans le bon sens.**

19 % se sentent **acteurs / actrices des changements** conduits au sein de la Direction.

29 % sont **optimistes quant à leur avenir à la DRFIP Paris.**

À quelques exceptions près comme le télétravail la tonalité des réponses est clairement négative (inquiétude, désabusement, fatigue, colère).

La DRFIP Paris est en retrait par rapport aux résultats nationaux de la DGFIP (et encore plus par rapport à la Fonction Publique d'État) sur l'intégralité des questions posées, à l'exception de celle qui porte sur l'information délivrée par les organisations syndicales (*ça ne s'invente pas*).

Même le taux de participation (47 %) est inférieur au niveau national malgré une intense campagne de communication au printemps et une très forte participation des cadres A+ à hauteur de 73 % tandis qu'elle ne s'est élevée qu'à 36 % pour les C, ce qui démontre une fois de plus à quel point les agents sont désabusés.

Des causes d'un malaise bien connues

Sans vouloir dresser le catalogue exhaustif des causes du malaise ressenti par les personnels de la DRFIP Paris, nous nous contenterons d'énumérer celles qui nous sont le plus régulièrement et le plus spontanément remontées par les collègues :

■ **Certaines pratiques managériales manifestement toxiques** qui sont systématiquement couvertes, au point que se pose la question de savoir si elles ont pu être encouragées ou si elles sont en voie de devenir structurelles.

■ **Un déficit de reconnaissance** (particulièrement perceptible au moment des évaluations professionnelles) qui, outre le gel des rémunérations, passe également par un déni des difficultés, un refus du droit à l'erreur pour les agents, un manque de soutien lorsqu'ils sont confrontés à des usagers agressifs, le fait que certains cadres se défaussent sur leurs agents en cas de problème, un manque de confiance qui peut se traduire par un contrôle excessif...

■ **La dégradation des règles de gestion (notamment des mutations)** qui précarise un nombre croissant de collègues et les bloque toujours plus - et

plus longtemps - sur un poste ou une spécialité qu'ils peuvent avoir des difficultés à quitter.

■ **Des surcharges de travail** alourdies chaque année par les suppressions de postes.

■ **Un déficit d'écoute** des agents dont les aspirations ne sont jamais entendues et qui se sentent totalement déconsidérés, bougés comme des pions notamment dans le cadre de réorganisations décidées d'en haut (blocs fonctionnels en SIP, cellule téléphonique aux amendes, réorganisation du SPL et de l'accueil de Réaumur, cellules défaillance en SIE...).

■ **Des restructurations perpétuelles** qui outre la perte de sens au travail qu'elles induisent, ont par ailleurs pour effet de se traduire par des changements de priorité constants, par des injonctions contradictoires et des changements de missions répétés.

■ **La poursuite du NRP** qui va continuer de se traduire par une mobilité forcée de nombreux collègues dont les sites ferment.

■ **La constante dégradation des conditions de travail** particulièrement perceptible sur les sites densifiés et en travaux...

Si le malaise ressenti par les agents de la DRFIP trouve en partie son origine dans des politiques menées au niveau national (suppressions d'emploi, gel des rémunérations, lignes directrices de gestion, NRP) d'autres causes sont clairement le fruit de la gestion et de décisions prises en local par la DRFIP Paris.

Si cette direction a été particulièrement malmenée par la précédente directrice régionale, Mme Mahieux, Solidaires Finances Publiques Paris s'inquiète que notre actuel Directeur régional n'ait pas pris toute la mesure de la souffrance au travail ressentie par de nombreux collègues, malgré sa volonté affichée d'œuvrer à l'amélioration des conditions de travail.

QUELLES RÉPONSES DE LA DIRECTION ?

Des pratiques managériales inappropriées couvertes par la Direction

Solidaires Finances Publiques Paris signale régulièrement des pratiques managériales inappropriées voire toxiques à la Direction, (tout comme nous avons fait remonter à de multiples reprises le comportement inapproprié de Mme Mahieux lorsqu'elle était à la tête de notre direction), mais la Direction a toujours cherché à minimiser les faits.

Des mesures sont rarement prises (si ce n'est de déplacer les victimes), si bien que des collègues ont déposé des fiches de signalement à l'encontre de leur hiérarchie afin de dénoncer des pratiques qui, pour certaines, ont eu des effets dévastateurs.

La DG a alors demandé à la DRFIP Paris d'entreprendre des enquêtes afin d'« objectiver les faits ».

La DRFIP Paris a prétexté de cette prétendue « objectivation des faits » pour :

- ne pas prendre en compte la parole des agents (victimes comme témoins) malgré des auditions qui ont parfois duré plus de 5 heures ;
- refuser tout faisceau d'indices.

Sans surprise, ces enquêtes (dont le but était de fait d'éviter la mise en cause de la DRFIP Paris à travers ses cadres) ont blanchi tous les chefs de service.

Dans un message sur Ulysse Paris du 19 juin, M Bied Charreton a ainsi écrit :

« Au terme de l'instruction de ces affaires, l'administration centrale a considéré que les signalements reçus ne répondent pas à la qualification de faits de harcèlement moral et que les chefs de service incriminés n'avaient pas outrepassé les limites de l'exercice normal de leur pouvoir hiérarchique. »

Pour les collègues victimes, qui ont vécu des situations que personne ne devrait avoir à traverser dans un environnement professionnel sain, l'effet de ce message (qui fait suite à un premier message de soutien aux cadres mis en cause publié sur Ulysse Paris par Mme Mahieux) a été dévastateur. S'y est ajouté la présence du nouveau chef du pôle de contrôle fiscal et des affaires juridiques (PCFAJ) à une réunion de brigade afin d'apporter un soutien indécent à une cheffe de BDV aux pratiques particulièrement nocives.

Ces soutiens publics et répétés à des pratiques de management toxique ne peuvent que les renforcer. Ils ne sont définitivement pas le signal d'une rupture et portent au contraire le discrédit sur l'ensemble de la chaîne hiérarchique.

Nos craintes au sujet des enquêtes « conditions de travail »

À Paris deux enquêtes relatives aux conditions de travail ont été ouvertes dans des services dans lesquels des tentatives de suicide et un suicide ont pu être déplorés (ces enquêtes ne sont par ailleurs pas directement centrées sur les tentatives de suicides à proprement dites).

Vu les précédentes enquêtes menées par la DRFIP Paris, pouvons-nous avoir confiance dans notre direction ? Ne va-t-elle pas chercher à faire coïncider les résultats de ces enquêtes avec les conclusions hâtives du Ministre niant toute part de responsabilité de l'administration dans ces drames ?

Nous craignons cette dérive parce que nos représentant·es en formation spécialisée et certains des collègues prenant part à ses enquêtes, redoutent que les préconisations de l'administration ne soient pas à la hauteur de la gravité des faits notamment si la

toxicité de certaines pratiques managériales devait être avérée.

Solidaires Finances Publiques Paris sera particulièrement attentif à ce que la DRFIP ne cherche pas davantage à fuir sa part de responsabilité en tentant de la dissoudre ou de la dissimuler derrière de possibles fragilités personnelles des agent.es ayant essayé d'attenter à leurs jours.

Solidaires Finances Publiques Paris attend en effet de l'administration qu'elle cherche à identifier les causes réelles du mal pour pouvoir s'attaquer aux racines mêmes de la souffrance.

Solidaires Finances Publiques attend donc en la matière que l'administration assume pleinement sa part de responsabilité, rien que sa part mais TOUTE sa part de responsabilité.

IMPORTANT :

Solidaires Finances Publiques ne cherche nullement à stigmatiser l'ensemble de l'encadrement mais simplement à pointer les quelques pratiques toxiques qui sont couvertes par la DRFIP comme par la DG.

La consultation des agents

Une autre de nos craintes porte sur une réponse « en trompe-l'œil » que la direction semble vouloir apporter au déficit d'écoute dont souffrent les agentes et agents de cette direction, en organisant une énième consultation plus ou moins directe, via la mise en place d'ateliers réunissant des A+ d'un côté, des A et des B et C de l'autre côté, dans le cadre du plan d'action triennal 2026-2028 de la DRFIP Paris.

L'administration a déjà activé des ressorts assez similaires par le passé, pour tenter d'arracher un avis favorable en vue d'instaurer le flex-office sur Paganini. Les collègues n'avaient pas été dupes et avaient massivement rejeté le projet.

La DRFIP Paris a également eu recours à cette méthode pour faire la propagande de la semaine en 4 jours... sans davantage pouvoir tromper les collègues sur les dangers du dispositif.

Il y eut aussi l'expérience du « grand remue-ménages » censé participer à l'élaboration du COM. Des micro-ateliers de réflexion « métiers » alors mis en place n'étaient ressortis que des « nuages » de concepts (comme « la marque DGFIP » qui avait plus sûrement été soufflée par un cabinet de conseil que par les agents) dans lesquels l'administration avait puisé les seuls éléments de langage qui intéressaient son projet.

Vouloir apporter une réponse sincère au déficit d'écoute implique 2 choses :

- entendre sans filtrer, transfigurer ou expurger le propos des agents de toute aspérité jugée trop embarrassante, et ne pas retenir ce qui va uniquement dans le sens de la Direction ;
- être prêt à changer en profondeur son mode de fonctionnement et que la Direction fasse preuve d'un réel volontarisme pour faire cesser les dysfonctionnements constatés.

Si nous convenons très volontiers que le dialogue social est désormais, au moins dans sa forme, plus respectueux et que M Bied Charreton a su rompre avec la brutalité de certaines décisions prises par sa prédécesseure (en n'imposant notamment plus le télétravail ou le repli sur un autre site au moindre aléa bâtimementaire), d'autres pratiques ne vont clairement pas dans le bon sens.

Nous citerons, par exemple, la décision de la cheffe du Pôle Gestion Fiscal (PGF) d'imposer en plein mois de juillet la mise en place immédiate de cellules défaillance au sein des SIE, ou encore, certaines décisions prises en matière d'affectations locales.

EN CONCLUSION,

À l'heure où la vague de suicides traverse notre administration, Solidaires Finances Publiques Paris reste en effet attentif à ce que les réponses soient apportées aux véritables causes du mal et veillera à ce que la DRFIP Paris ne cède pas à la tentation de répéter les mêmes manœuvres que par le passé.

■ **Nous veillerons en effet d'abord à ce que la Direction ne nie ou ne minimise plus la réalité** ni l'ampleur des dégâts humains et sociaux des politiques nationales comme locales conduites jusqu'à présent à Paris.

■ **Nous veillerons également à ce qu'elle assume enfin et pleinement sa véritable part de responsabilité dans la situation critique que nous traversons aujourd'hui.** Rappelons que le Directeur régional est pénalement responsable de la santé des agents placés sous son autorité. Cette situation, nous aurions probablement pu l'éviter si nous avions été davantage entendus. Nous tentons en effet, depuis des années de prévenir que notre administration s'engage sur une pente dangereuse sans qu'il ne soit tenu compte de nos alertes. Il n'est plus possible de continuer dans cette voie qui méprise la parole des agents et les représentants du personnel.

■ **Nous veillerons enfin à ce que la DRFIP Paris ne traite pas certaines difficultés majeures en ne s'attachant qu'à produire des effets de communication** destinés à donner l'illusion de la prise en considération de difficultés dont cette direction cherche souvent plus à détourner l'attention des seules réponses pourtant susceptibles d'apporter des solutions efficaces.

Retrouvez l'intégralité de la lettre ouverte adressée au directeur Régional sur notre site

